



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 9 juillet 2026

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

À la une

La strangulation dans le processus de féminicide : identifier pour mieux prévenir

étude par Pierre GAGNOUD et Carole WOJTAS

En raison de sa gravité médico-légale, de sa haute criticité parmi les violences conjugales et de son caractère prédictif du féminicide, la strangulation exige une prise en compte renforcée par la justice et une reconnaissance autonome en droit pénal.



© peerayot_AdobeStock

Actualité

Justice sans audience : constats et perspectives

focus

Technique

Pour une défense concrète de la santé des avocats : les jeunes avocats décortiquent et proposent

par Laura BEN KEMOUN, Léa DEBABI et Paul-Henry DEVEZE

Jurisprudence

La portée de l'assentiment donné à la réalisation d'une perquisition dans l'enquête préliminairenote par Rodolphe MÉSA
sous Cass. crim., 19 mai 2026

Gazette Spécialisée

DROIT DE LA FAMILLE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Élodie MULON

Avocate au barreau de Paris, associée, CM&A-Chauveau Mulon & Associés

• Guillaume BARBE

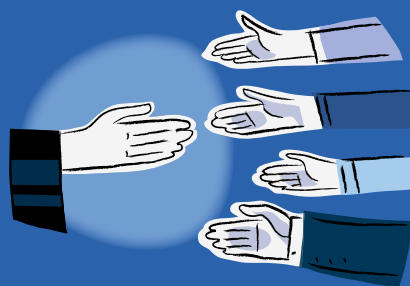
Avocat au barreau de Paris, associé, IVOIRE

• Jennifer TERVIL

Avocate au barreau de Paris, associée, CM&A-Chauveau Mulon & Associés

AVEC LA PARTICIPATION DE

Louise ASTRUC BACIOTTI, Charlotte BLANCHE, Philippa BOUVEAU, Anne-Laure CASADO, Zoé CERUTTI, Élodie FAIBIS, Priscillia FERNANDES, Samuel LELLOUCH, Joséphine LEVÉ, Manon LIBEAU, Silan MANIS, Fabien MARCHADIER, Yvonne MULLER, Océane PAULHAN, Morghân PELTIER, Rebecca RIZK, Shahrazade SABIL, Anne SANNIER, Mahi VERCELLINO, Liv VILARA et Hansu YALAZ



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense

92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordnatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2026

• Prix TTC au n° : 25,53 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 662,63 € TTC

Recueils + table seuls : 642,21 € TTC

Journal, recueil + table : 893,38 €

Abonnement feuilleteable numérique : 274,65 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 739 €

Journal, recueil + table : 979 €

Abonnement feuilleteable numérique : 269 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplirprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 748 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Cette revue ne peut être reproduite, même partiellement, sauf exceptions prévues par la loi, ni utilisée à des fins d'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle.

La fouille de textes et de données est interdite conformément à l'article 4(3) de la Directive (UE) 2019/790.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant unique permettant de retrouver directement l'article via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

GPL491o8 ■ Justice sans audience : constats et perspectives 3

GPL492t2 ■ Rentrée solennelle du barreau de Marseille : un mandat sous le signe du combat 5

GPL492v7 ■ Le barreau de Bordeaux muscle ses permanences d'accès au droit 6

Technique

GPL492m9 ■ Pour une défense concrète de la santé des avocats : les jeunes avocats décortiquent et proposent par Laura BEN KEMOUN, Léa DEBABI et Paul-Henry DEVEZE 8

Doctrine

GPL492f7 ■ « La strangulation constitue souvent le féminicide annoncé » entretien avec Laurence GARNIERIEFrédérique PORTERIE 11

GPL491t4 ■ La strangulation dans le processus de féminicide : identifier pour mieux prévenir étude par Pierre GAGNOUD et Carole WOJTAS 14

Jurisprudence

GPL491y1 ■ La portée de l'assentiment donné à la réalisation d'une perquisition dans l'enquête préliminaire note par Rodolphe MÉSA sous Cass. crim., 19 mai 2026 19

GPL492i4 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation par Catherine BERLAUD 22

GPL491x7 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 26

GPL492h3 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme par Catherine BERLAUD 29

GPL491u5 ■ Chronique de jurisprudence de droit de la consommation par Stéphane PIÉDELIVRE en exclusivité sur la Base Lextenso : <https://lext.so/GPL491u5>



Gazette Spécialisée

DROIT DE LA FAMILLE

31

Sous la responsabilité scientifique de

Élodie MULON, Guillaume BARBE et Jennifer TERVIL

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 27 du 06 juillet 2026

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



ÉDITO

Pour une rhétorique de la canicule

N° 840 - Par Wanda MASTOR

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | ADMINISTRATION

Claire Thoury, voix de la société civile organisée

N° 841 - Par Florence CREUX-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | RESPONSABILITÉ CIVILE

Faute exonératoire de la victime : un revirement en demi-teinte

N° 842 - Par Marie LEVENEUR-AZÉMAR

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | LIBERTÉ D'EXPRESSION

Droit à la voix : la Cour de cassation impose une mise en balance avec la liberté d'expression en présence d'un débat d'intérêt général

N° 843

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts B de la Cour de cassation du 15 au 21 juin 2026

N° 844

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ CIVILE

Effet exonératoire de la faute de la victime

N° 845 - Par Blandine MALLET-BRICOUT

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ CIVILE

Faute de la victime et dommage corporel : un arrêt de compromis

N° 846 - Par Luc GRYNBAUM

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | SÉCURITÉ INTÉRIEURE

Sûreté portuaire : renforcement des contrôles et de la lutte contre le narcotrafic dans les ports maritimes

N° 847

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | DROITS DES VICTIMES

Les règles relatives à la protection des droits des victimes sont modifiées

N° 848

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | DROITS DES VICTIMES

Abus sexuels sur les enfants : l'Union européenne renforce les règles pénales et les droits des victimes

N° 849

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 18 juin au 1er juillet 2026

N° 850

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

Arrêts B de la Cour de cassation du 1er au 14 juin 2026

N° 851

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | AUTORITÉ PARENTALE

L'office du juge en matière de retrait de l'exercice de l'autorité parentale

N° 852 - Par Éric BAZIN

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Offres publiques : le recours contre certaines décisions de l'AMF est adapté

N° 853

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | INDICES ET TAUX

Taux de l'intérêt légal au second semestre 2026

N° 854

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉS FINANCIERS

L'AMF publie sa cartographie 2026 des marchés et des risques : vigilance accrue face aux tensions géopolitiques et aux risques cyber

N° 855

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 25 juin au 1er juillet 2026

N° 856

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts B de la Cour de cassation du 15 au 21 juin 2026

N° 857

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONGÉ SUPPLÉMENTAIRE DE NAISSANCE

Prise en compte des indemnités journalières de naissance dans le calcul du RSA et de la prime d'activité

N° 858

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONGÉ SUPPLÉMENTAIRE DE NAISSANCE

Entrée en vigueur le 1er juillet du nouveau congé supplémentaire de naissance

N° 859

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Violation du RGPD : le droit à réparation suppose la preuve d'un préjudice

N° 860

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 25 juin au 1er juillet 2026

N° 861

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts B de la Cour de cassation du 15 au 21 juin 2026

N° 862

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | SANTÉ PUBLIQUE

Emploi d'un salarié à domicile : élargissement du crédit d'impôt aux prestations de suppléance réalisées hors du domicile

N° 863

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | UNIVERSITÉS

Accès au niveau master : dispositions relatives aux procédures de recrutement et de contestation de décision

N° 864

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | FISCAL

Codification : mise en cohérence du CGI, de ses annexes et du LPF

N° 865

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ENVIRONNEMENT

La CNCDH appelle le Conseil de l'Europe à reconnaître un droit à un environnement sain

N° 866

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 25 juin au 1er juillet 2026

N° 867

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

Arrêts A du Conseil d'État et B de la Cour de cassation du 8 au 21 juin 2026

N° 868

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

La déchéance du terme du crédit à la consommation à l'épreuve du droit des clauses abusives

N° 869 - Par Cindy LIMONIER

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Ouverture du diplôme universitaire Droit de l'expertise

N° 870 - Par Sophie DUMAS-LAVENAC

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



CHRONIQUES | CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

Droit de la Convention européenne des droits de l'homme

N° 871 - Par Frédéric SUDRE , Laure MILANO , Béatrice PASTRE-BELDA et Aurélia SCHAHMANECHE

[Consulter le PDF](#)

CHRONIQUES | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Droit et Intelligence artificielle

N° 872 - Par Gaëlle MARTI , Lucie CLUZEL-MÉTAYER et Samir MERABET

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | REVUE

L'ENM et LexisNexis lancent la Revue de la Recherche

N° 873

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

Sport et Droit

N° 874

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MAGISTRATS

3 questions à Nathalie Roret, directrice de l'École nationale de la magistrature (ENM) et Tarik Lakssimi, chef du département de recherche de l'ENM

N° 875

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | FEMMES ET DROIT

3 Questions à Carine Denoit-Benteux, vice-bâtonnière de l'Ordre des avocats du barreau de Paris

N° 876

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Perquisition au cabinet d'un avocat : la qualité de partie civile ne fait pas obstacle à la protection des droits de la défense

N° 877

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MAGISTRATS

Crise de la protection de l'enfance et responsabilité des magistrats : mise au point de la Cour de cassation

N° 878

[Consulter le PDF](#)

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 28 du 09 juillet 2026

Sommaire du numéro

Échos de la pratique



SOCIÉTÉ

3 QUESTIONS - Promesses de vente de titres : attention au risque de nullité lié à la formule de prix

N° 630 - Par Daphné BÈS DE BERC

[Consulter le PDF](#)

DROIT EUROPÉEN

L'Institut Montaigne dresse un bilan de la mise en oeuvre des propositions du rapport Draghi

N° 631

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue Cahiers de droit de l'entreprise

N° 632

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

[Le notaire et l'impôt](#)

N° 633

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

[Les Family Offices en chiffres](#)

N° 634

[Consulter le PDF](#)

Actualités



AFFAIRES | CONCILIATION

[Confidentialité de la conciliation](#)

N° 635 - Par Audrey NELSON et Isaac OULJOUR

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CESSION DE CRÉANCE

[Notion de notification dans le cadre d'une cession de créance](#)

N° 636

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

[Android : la Cour de justice confirme l'amende de 4,125 milliards d'euros infligée à Google pour abus de position dominante](#)

N° 637

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

[Rupture des relations commerciales établies et durée du préavis](#)

N° 638

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRAT

[Effet extinctif de la compensation](#)

N° 639

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT PÉNAL DES AFFAIRES

[Depuis le 1er juillet, Tracfin peut recevoir et traiter les signalements adressés par des lanceurs d'alerte](#)

N° 640

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

[Précisions sur la distinction intérêt collectif et intérêt personnel des créanciers](#)

N° 641

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

[Plan de cession : les atteintes alléguées au procès équitable et au droit de propriété ne caractérisent pas un excès de pouvoir](#)

N° 642

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

La créance de restitution née de la résolution du contrat relève de la compétence exclusive du juge-commissaire

N° 643

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Pas d'extension de la liquidation judiciaire après l'adoption définitive d'un plan de cession

N° 644

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

PEA : les parts sociales mutualistes peuvent retarder la clôture ou le transfert du plan

N° 645

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

MiCA : l'ABE consulte sur un projet de méthodologie pour fixer les amendes

N° 646

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ PUBLIC

Action d'un membre d'un groupement contre le mandataire commun : qui juge ?

N° 647

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Mesures d'harmonisation, de simplification et de modernisation des procédures de l'INPI

N° 648

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Droit à la voix : la Cour de cassation impose une mise en balance avec la liberté d'expression en présence d'un débat d'intérêt général

N° 649

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Caractérisation du surendettement et dettes professionnelles et non professionnelles

N° 650

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ACCIDENT DU TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLE

Classement d'un établissement dans une catégorie de risque et contestation

N° 651

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ACCIDENT DU TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLE

Faute inexcusable : preuve d'exposition au risque en cas de pluralité d'employeurs

N° 652

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

Heures supplémentaires et article 145 du CPC

N° 653

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Faute inexcusable : action récursoire de la CPAM

N° 654

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

PSE homologué puis annulé et bénéfice de l'exonération de cotisations sociales

N° 655

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Contentieux Urssaf et justificatifs de frais professionnels

N° 656

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Simplification de la vie économique : les mesures fiscales applicables aux entreprises

N° 657

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

La Commission européenne dévoile un train de mesures de simplification fiscale

N° 658

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | IMPÔT DE SOLIDARITÉ SUR LA FORTUNE

ISF et actifs immobiliers de la holding

N° 659

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

Codification : mise en cohérence du CGI, de ses annexes et du LPF

N° 660

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Le plan de vigilance des entreprises : quels contours, pour quels risques ?

N° 1219 - Par Marie-Emma BOURSIER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE

Action et exception de nullité des augmentations de capital

N° 1220 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Nullité de la lettre de mission du commissaire aux apports

N° 1221 - Par Bruno DONDERO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Un homme politique peut-il divulguer une information privilégiée ?

N° 1222 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | THÈME

Technique contractuelle

N° 1223 - Par Jean-Baptiste SEUBE , Marie-Pierre DUMONT , Philippe GRIGNON , Romain LOIR et Roberto THIANCOURT

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

La non-organisation des élections peut conduire à la suppression des exonérations sociales

N° 1224 - Par Olivier ANFRAY

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | IMPÔT SUR LA FORTUNE

Effet neutre du double niveau d'interposition entre l'associé et l'immeuble affecté à une activité professionnelle au regard de la qualification des titres sociaux comme biens professionnels

N° 1225 - Par Emmanuel CRUVELIER

[Consulter le PDF](#)



JURISPRUDENCE

Sociétés en général

Durée d'un pacte d'associés présumée adossée, par défaut, à celle de la société

Com. 11 mars 2026,
note Julia Heinich p. 404

Sociétés par actions simplifiées

Larzul, épisode III : suite et fin ?
Com. 11 février 2026,
note Arnaud Reygrobellet p. 414

Sociétés par actions

Action en justice introduite par le représentant de la masse sans autorisation préalable de l'assemblée des obligataires
Com. 6 mai 2026,
note Thierry Bonneau p. 421

Commissaires aux comptes

Nullité pour défaut de désignation du CAC : une solution intéressante... mais caduque !
Com. 11 mars 2026,
note Bruno Dondero p. 428

Droit pénal des sociétés

La condamnation de la société Lafarge pour financement du terrorisme
TJ Paris, 13 avril 2026,
note Haritini Matsopoulou p. 439



Lefebvre Dalloz

REVUE DES SOCIÉTÉS

Juillet-août 2026 - n° 7-8

ÉTUDES

Passé, présent et avenir du devoir de vigilance : le jugement Yves Rocher à la croisée des chemins

TJ Paris, 12 mars 2026, n° 22/04017
Romain Dumont p. 387

Les paradoxes de l'évolution du reporting de durabilité dans l'Union européenne

Andra Cotiga et Stéphane Ouvrard p. 393

CHRONIQUES

Chronique de droit des marchés financiers

— *Lourdes condamnations dans l'affaire Casino ou le nouveau visage du contentieux boursier (TJ Paris, 29 janvier 2026)*

— Pierre-Henri Conac, Bénédicte François, Johan Prorok et Anne-Catherine Muller p. 446

Actualités _____ 382

par Bénédicte François et Benjamin Jeudi

Études _____ 387

Passé, présent et avenir du devoir de vigilance : le jugement *Yves Rocher* à la croisée des chemins
Romain Dumont _____ 387

Les paradoxes de l'évolution du *reporting* de durabilité dans l'Union européenne
Andra Cotiga & Stéphane Ouvrard _____ 393

Jurisprudence _____ 404

Sociétés en général

La durée d'un pacte d'associés est présumée adossée, par défaut, à celle de la société
Note sous Com. 11 mars 2026
note Julia Heinrich _____ 404

Personne morale, personne interposée ?
Note sous Com. 26 nov. 2025
note Samuel François _____ 409

Sociétés par actions simplifiées

Larzul, épisode III : suite et fin ?
Note sous Com. 11 févr. 2026
note Arnaud Reygrobellet _____ 414

Sociétés par actions

Action en justice introduite par le représentant de la masse sans autorisation préalable de l'assemblée des obligataires
Note sous Com. 6 mai 2026
note Thierry Bonneau _____ 421

Sociétés d'exercice libéral

L'émission d'une facture est un acte de gestion. La conciliation préalable obligatoire doit être respectée
Note sous Com. 26 nov. 2025
note Bastien Brignon _____ 424

Commissaires aux comptes

Nullité pour défaut de désignation du CAC : une solution intéressante... mais caduque !
Note sous Com. 11 mars 2026
note Bruno Dondero _____ 428

Sociétés & procédure

La recevabilité de la demande de mainlevée du séquestre du requérant, devant le juge de la rétractation
Note sous Com. 13 nov. 2025
note Kyum Lee & Antoine Negroni _____ 433

Droit pénal des sociétés

La condamnation de la société Lafarge pour financement du terrorisme
Note sous TJ Paris, 13 avr. 2026
note Haritini Matsopoulou _____ 439

Chronique de droit des marchés financiers _____ 446

par Pierre-Henri Conac, Bénédicte François, Anne-Catherine Muller et Johan Prorok

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

Actualité des procédures collectives, n° 13 du 10 juillet 2026

Sommaire du numéro

Repère



ORGANE

Nommer la société d'administrateur judiciaire et désigner son représentant, pourquoi faire ?

N° 153 - Par Jean-Baptiste BARBIÈRI

Alertes



PRÉVENTION ET TRAITEMENT AMIABLE | AIDE D'ÉTAT

La Commission européenne adopte un nouvel encadrement temporaire des aides d'État en réponse à la crise au Moyen-Orient

N° 154 - Par Stéphane LECLERC

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ORGANE

Un administrateur judiciaire associé qui exerce au sein d'une société ne peut exercer sa profession à titre individuel

N° 155

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ADMISSION DES CRÉANCES

Admission au passif des intérêts de différentes natures d'un prêt

N° 156

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONTESTATION DE CRÉANCE

Exemple de caractère sérieux de contestation d'une créance déclarée

N° 157

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONTESTATION DE CRÉANCE

Contestation de créance : à propos de l'effet interruptif de prescription d'actes irréguliers postérieurs à la décision d'incompétence du juge-commissaire

N° 158

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONTESTATION DE CRÉANCE

Incompétence du juge-commissaire en cas de contestation de créance : quels pouvoirs pour la juridiction compétente ?

N° 159

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Saisie immobilière : incidence de la procédure collective

N° 160

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Gage commun : à propos de la frontière entre préjudice collectif et personnel des créanciers

N° 161 - Par Florent PETIT

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | LIQUIDATION JUDICIAIRE

La faute à l'origine du préjudice d'un créancier, critère de recevabilité de son action

N° 162 - Par Florent PETIT

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | INTERDICTION DE GÉRER

Nécessité d'établir le caractère antérieur au jugement d'ouverture des faits de détournement ou de dissimulation de l'actif

N° 163

BULLETIN JOLY

ENTREPRISES

EN DIFFICULTÉ

ACTUALITÉ DU DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

À LA UNE

OUVERTURE ET EXTENSION DES PROCÉDURES COLLECTIVES

Condamnation en référé passée en force de chose jugée
et cessation des paiements → PAGE 4

Véronique MARTINEAU-BOURNINAUD

CRÉANCIERS ET PROPRIÉTAIRES

Précisions utiles sur le jeu de la compensation
de créances connexes → PAGE 11

Mathias HOUSSIN

L'application de la règle de priorité absolue à l'égard
des détenteurs de capital → PAGE 20

Gurvan OLLU

DOSSIER

La directive *Insolvabilité III* : présentation et perspectives
de transposition → PAGE 28

Sous la codirection scientifique de Adrien BÉZERT et Adrien TEHRANI

SOMMAIRE

OUVERTURE ET EXTENSION DES PROCÉDURES COLLECTIVES

- BJE202t8 • **Condamnation en référé passée en force de chose jugée et cessation des paiements** 4
Véronique MARTINEAU-BOURGNINAUD – Cass. com., 25 mars 2026, n° 25-10.686, FS–B
- BJE202t2 • **La prescription est de nature à rendre une dette incertaine** 6
Véronique MARTINEAU-BOURGNINAUD – Cass. com., 15 avr. 2026, n° 25-13.549, F–D

PLAN

- BJE202u0 • **Le « plafond légal de charges » à l'épreuve des groupes : halte sur l'article L. 626-10 du Code de commerce !** 8
Hélène POJUJADE – Cass. com., 15 avr. 2026, n° 25-11.902, F–D

CRÉANCIERS ET PROPRIÉTAIRES

- BJE202t1 • **Précisions utiles sur le jeu de la compensation de créances connexes** 11
Mathias HOUSSIN – Cass. com., 25 mars 2026, n° 25-19.966, FS–B
- BJE202t6 • **Saisie immobilière, insaisissabilité de la résidence principale et renonciation en redressement judiciaire** 14
Catherine VINCENT – Cass. com., 15 avr. 2026, n° 23-16.482, FS–B
- BJE202t7 • **Précisions importantes sur les voies de recours des tiers contre l'admission au passif** 16
Mathilde DOLS-MAGNEVILLE – Cass. com., 15 avr. 2026, n° 24-22.343, F–B
- BJE202u1 • **Entrepreneur individuel : clarification du droit de poursuite du créancier antérieur à la réforme** 18
Cécile LISANTI – Cass. com., 4 févr. 2026, n° 24-22.869, FS–B – Cass. com., 20 mai 2026, n° 24-22.869, FS–D
- BJE202t4 • **L'application de la règle de priorité absolue à l'égard des détenteurs de capital** 20
Gurvan OLLU – TAE Nanterre, 8^e ch., 2 avr. 2026, n° 2026L00895

PÉRIODE SUSPECTE, RESPONSABILITÉS ET SANCTIONS

- BJE202t9 • **Coup de tonnerre sous les tropiques : l'unicité de la date de cessation des paiements admise en Polynésie française** 25
Thierry FAVARIO – Cass. com., 15 avr. 2026, n° 24-13.960, FS–B

DOSSIER

BJE202R6 • LA DIRECTIVE <i>INSOLVABILITÉ III</i> : PRÉSENTATION ET PERSPECTIVES DE TRANSPOSITION	28
Sous la codirection scientifique de Adrien BÉZERT et Adrien TEHRANI	
BJE202s5 • Propos introductifs	29
Adrien BÉZERT et Adrien TEHRANI	
BJE202s6 • Les dispositions écartées concernant la liquidation des microentreprises insolvable : des pistes pour le législateur français ?	35
Cécile LISANTI	
BJE202s1 • Harmonisation des actions révocatoires : changement d'approche et perspectives pour le droit français	41
Laura SAUTONIE-LAGUIONIE	
BJE202s2 • Le traçage des actifs	47
David ROBINE	
BJE202t0 • La procédure de cession prénégociée	52
Marie-Hélène MONSÉRIÉ-BON	
BJE202t3 • L'obligation pour les dirigeants de demander l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité	57
Eugénie FABRIÈS-LECEA	
BJE202s9 • Les comités de créanciers	62
Giulio Cesare GIORGINI	
BJE202s8 • Mesures renforçant la transparence des droits nationaux en matière d'insolvabilité	68
Paola NABET	

Revue trimestrielle de droit financier - Édition n°74

3 juillet 2026

RTDF

Revue trimestrielle de droit financier

Corporate Finance and Capital Markets Law Review

Sous la direction scientifique de **Alain Pietrancosta**, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Vincent Téchené, Rédacteur en chef



Droit financier

[Doctrines] Action de concert et déclarations de franchissements de seuils : la CJUE impose en principe l'exigence d'un accord concertant et verrouille les extensions nationales

Par **Alain Pietrancosta**

Réf. : CJUE, 12 février 2026, aff. C-864/24, Valora Effekten Handel **N° Lexbase : B3364DH3**

[Doctrines] Quand une information publique demeure juridiquement confidentielle : retour sur une généralisation malheureuse - Regard critique sur l'arrêt Brännelius

Par **Alain Pietrancosta**

Réf. : CJUE, 4e ch., 16 avril 2026, aff. C-229/24, Brännelius **N° Lexbase : B3335EEA**

[Doctrines] Les propositions de rédaction réglementaire du Haut comité juridique de la place financière portant sur le transfert de propriété et de nantissement des crypto-actifs

Par **Antoine Brûlé**

[Doctrines] À la recherche du « Code perdu ». Notes introductives sur la réforme italienne du texte unique des dispositions en matière d'intermédiation financière

Par Federico Riganti

[Doctrines] La mise en jeu de la responsabilité civile comme instrument de dissuasion de l'insincérité informationnelle – Étude des conditions d'effectivité du *private enforcement*

Par Sophie Vermeille

[Chronique] Corporate Governance – Transparence financière et comptable

Par Renaud Mortier

[Chronique] Infractions financières (Délits financiers, sanctions administratives et disciplinaires, sanctions civiles)

Par Nicolas Rontchevsky

[Chronique] Chronique public M&A – Offres publiques 2025

Par Myriam Epelbaum

[Chronique] Financements structurés – titrisation

Par Alexandre Quiquerez

[Chronique] White Collar Crime & Compliance / Criminalité en col blanc et conformité – EU Adopts 20th Russia Sanctions Package

Par Skadden Arps



Sociétés

[Doctrines] Cessions d'actions et de parts sociales : analyse des atteintes au droit de propriété de l'associé

Par Antoinette Alaba

[Chronique] En l'absence d'éléments contraires, tout pacte d'associés a pour terme implicite celui de la société

Par Didier Poracchia

Réf. : Cass. com., 11 mars 2026, n° 24-21.896, FS-B **N° Lexbase : B7607DSK**

Comité éditorial :

Alain Pietrancosta, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Thierry Bonneau, Professeur à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas

Alain Couret, Professeur émérite de l'École de Droit de la Sorbonne - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Jean-Jacques Daigre, Professeur émérite de droit des affaires de l'École de Droit de la Sorbonne - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Thierry Granier, Professeur à Aix-Marseille Université

Paul Le Cannu, Professeur émérite de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Hervé Le Nabasque, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Nicolas Rontchevsky, Professeur à l'Université de Strasbourg

Hervé Synvet, Professeur émérite de l'Université Paris 2 Panthéon-Assas

Comité international :

Lucian A. Bebchuk, Professor of Law, Economics and Finance, Director, Program on Corporate Governance, Harvard Law School

George A. Casey Partner, Shearman & Sterling LLP, New York

PRATIQUE P. 13

RURAL

Vente de parcelles boisées et droit de préférence des voisins : retour sur un dispositif complexe

par Christophe Gourgues

www.defrenoiss.fr

ACTUALITÉS P. 5

PERSONNES / FAMILLE

Nature de l'usufruit légal du conjoint survivant sur un bien grevé d'usufruit : avis de la 1^{re} chambre de la Cour de cassation

PROFESSIONS

Obligation du notaire de vérifier l'impact d'une clause du bail annexé à la vente qu'il régularise

PRATIQUE P. 19

PERSONNES / FAMILLE

Divorce prononcé à l'étranger : recevabilité d'une demande postérieure de prestation compensatoire

par Claire Le Clech**CHRONIQUES** P. 25

IMMOBILIER

Droit de l'urbanisme

par Élise Carpentier
et Guillaume Daudré

VIE PRO P. 35

PROFESSIONS

Sanction disciplinaire

ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF232n1 ■ Nature de l'usufruit légal du conjoint survivant sur un bien grevé d'usufruit : avis de la 1^{re} chambre de la Cour de cassation

ENTREPRISE

DEF232m7 ■ Rétractation par le bailleur d'une offre de vente non encore acceptée

FISCAL

DEF232m8 ■ But exclusivement fiscal du bail consenti par une SCI à un associé usufruitier

PROFESSION

DEF232m9 ■ Obligation du notaire de vérifier l'impact d'une clause du bail annexé à la vente qu'il régularise

PRATIQUE P. 13

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF232h0 ■ Vente de parcelles boisées et droit de préférence des voisins : retour sur un dispositif complexe
par **Christophe Gourgues**

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF232k3 ■ Divorce prononcé à l'étranger : recevabilité d'une demande postérieure de prestation compensatoire
par **Claire Le Clech**

CHRONIQUES P. 25

DEF232k4 ■ Droit de l'urbanisme
par **Élise Carpentier** et **Guillaume Daudré**

VIE PRO P. 35

OFFRES ET DEMANDES P. 38

INDICES P. 40